

TATSUO MASUDA

Professeur, Nagoya University of Commerce and Business Graduate School, Japon

Je voudrais parler de ce sujet avec une approche asiatique. Les défis de l'énergie et de l'environnement sont de nature symbolique, car après 2040, plus de 60 % de la demande en énergie prévue viendra de cette région, y compris l'Inde, le Japon et la Chine. Cependant, les énergies fossiles couvrent environ 84 % de l'approvisionnement énergétique total de ces pays, et ce nombre ne diminuera pas d'ici 2040 si aucun grand changement ne se produit.

Par conséquent, on peut envisager deux scénarios possibles pour l'Asie. L'Asie peut devenir le centre mondial du problème si elle échoue à relever le défi. On ferait alors face à une grave pollution, à de grandes dépenses d'énergie et à d'énormes émissions de gaz à effet de serre. Cependant, si l'Asie réussit, tous les problèmes du monde pourront être résolus car elle est le centre de gravité en termes de consommation d'énergie, de pollution et d'émissions de CO₂. Le scénario vertueux serait une consommation d'énergie maîtrisée, une pollution contrôlée et une réduction des émissions de gaz à effet de serre, et alors l'Asie pourra servir de modèle au Moyen-Orient et à l'Afrique.

Nous avons parlé du futur de l'Afrique le premier jour et tout le monde est tombé d'accord pour dire que l'Afrique sera une nouvelle Asie, qu'une situation similaire peut advenir en Afrique. Par conséquent, si l'Asie réussit à résoudre ces défis et à transférer ses réussites vers l'Afrique, nous pouvons éviter à l'Afrique de reproduire les erreurs que l'Asie commet à l'heure actuelle. Cependant, le monde est connecté et interdépendant, un pays seul ne peut donc faire tout cela, même s'il s'agit de la Chine ou du Japon. Il faut donc des alliances à tous les niveaux, en commençant au niveau gouvernemental et régional, ainsi qu'au niveau des entreprises et de la société civile.

Il y a déjà de bonnes initiatives d'alliances en Asie : l'APEC, l'ASEAN + 3, c'est-à-dire Chine, Corée, Japon, ou ASEAN + 6 ou + 8, incluant les États-Unis, l'Inde ou l'Australie et aussi le Partenariat Asie-Pacifique sur le climat et le développement propres. Cependant, j'ai observé dans le passé que ces alliances, bonnes ou mauvaises, en particulier au niveau gouvernemental, étaient entravées par des événements à court terme comme des crises économiques internes, des batailles diplomatiques ou même des tensions géopolitiques. Le plus important, c'est que dans ces moments-là, la politique devient hésitante, et disparaît parfois même complètement.

Il nous faut un niveau supplémentaire, en plus de l'appui des cadres gouvernementaux, et il doit venir du secteur privé. Je propose deux choses dans ce sens. La première concerne l'impact sur le comportement des entreprises. On en trouve un bon exemple au Royaume-Uni. Certains connaissent peut-être la déclaration obligatoire du carbone imposée par la loi britannique, le Companies Act de 2006, qui impose aux entreprises cotées à la Bourse de Londres de publier des rapports annuels sur le carbone, et qui doivent être contrôlés. L'année fiscale 2014 est la première année d'application, et on en verra les résultats l'été prochain. Cela envoie un très bon message aux entreprises tout d'abord, mais également aux investisseurs ; ces derniers peuvent observer le comportement des entreprises et ensuite choisir d'investir ou de retirer leurs parts pour les investir ailleurs. L'impact de l'action de millions de gens va forcément changer le comportement des entreprises.

La seconde proposition, c'est l'impact par l'investissement institutionnel. L'été dernier, au sommet sur le climat des Nations unies à New York, une initiative fantastique a été prise, avec l'apparition de la Coalition pour la décarbonisation des portefeuilles, c'est une bonne nouvelle. Elle a été lancée par quatre institutions : AP4, un fonds de pension suédois, Amundi, une des plus grandes entreprises européennes de gestion d'actifs, basée en France, CDP, une organisation à but non lucratif qui surveille les émissions de carbone, et l'UNEP, représentant les institutions financières. Elles ont formé une alliance qui vise à tout faire pour décarboniser les systèmes d'énergie au travers de politiques d'investissement. Leur objectif est de décarboniser au moins 100 milliards de dollars d'ici la fin de l'année prochaine, et la participation dans la coalition est appelée à croître.

Ces deux exemples montrent que, outre les initiatives gouvernementales, les entreprises du secteur privé et des millions de petits et gros investisseurs peuvent créer des courants sous-jacents pour soutenir toutes les initiatives prises en vue du changement climatique. Ce courant sous-jacent peut devenir le courant dominant avec le temps et il ne sera pas affecté par les inconstances de la volonté politique. Par conséquent, il existe un moyen pour nous de combattre le changement climatique.